

Jeux Olympiques : la France joue gros

Article rédigé par *Liberté politique*, le 24 octobre 2023

Dans huit mois se dérouleront les Jeux Olympiques de Paris. Un événement international qui suscite de vives critiques en France où les dépenses engagées et les risques sécuritaires et économiques inquiètent.

C'est un évènement historique censé rassembler mais qui est loin de faire l'unanimité. Les Jeux Olympiques de 2024 à Paris concentrent de vives critiques émanant de bords politiques très divers.

L'affiche est pourtant plaisante. 124 ans après les deuxièmes olympiades de l'ère moderne et 100 ans après les JO parisiens de 1924, la Ville Lumière était appelée à accueillir une compétition mythique.

Mise en valeur du patrimoine architectural, de la gastronomie, opportunité économique pour les entreprises françaises et accès aux compétitions pour les Français... Autant d'éléments qui pourraient faire de cet évènement sportif une réussite pour le plus grand nombre.

Pourtant, depuis septembre 2017 et l'obtention de l'organisation, les Français déchantent.

Les billets fixés à des tarifs parfois démentiels sont inaccessibles pour beaucoup de potentiels spectateurs. L'aspect économique a également fait tiquer. Si accueillir une telle compétition peut constituer une opportunité pour le pays hôte, cela peut aussi se retourner contre celui-ci. En cas de défaillance de l'organisation, Paris peut le payer très cher. Déjà éprouvée par la gestion calamiteuse de la mairie, la capitale, devenue sale et dangereuse, pourrait se voir porter un coup de grâce et connaître un véritable déclassement.

L'aspect sécuritaire sera scruté de près après les émeutes de l'été 2023 et l'organisation ratée de finale de la Ligue des champions de 2022. L'incurie combinée du maire de Paris Anne Hidalgo et celle du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin pourrait coûter cher. La cérémonie d'ouverture sera à observer avec beaucoup d'attention. Elle se déroulera sur la Seine de manière itinérante. Une idée a priori assez originale mais qui devra faire l'objet d'une organisation millimétrée en matière de sécurité sur les quais. Pour l'occasion, les boîtes des bouquinistes devront être évacuées...

Une partie de la population parisienne s'organise pour fuir la région pendant l'évènement. Certains ont mis leur logement en location et espèrent faire des affaires quand d'autres espèrent simplement ne pas voir leur quotidien trop bouleversé.

L'une des critiques les plus récurrentes concerne le coût de l'évènement en période de crise économique. De ce côté, Paris présentait un véritable atout puisque disposant d'infrastructures déjà existantes. Deux nouvelles constructions sportives doivent néanmoins voir le jour. Il s'agit de l'Arena Porte de la Chapelle qui devait être livrée en septembre mais ne devrait l'être finalement qu'en janvier 2024 et du Centre aquatique olympique qui sera l'ouvrage le plus cher des Jeux (174 millions d'euros).

Le budget total de l'évènement a été fixé à 3,3 milliards d'euros lors de la candidature. Il a été réévalué depuis à un peu plus de 4,3 milliards. Même avec cette hausse, les chiffres sont bien inférieurs à ceux des précédentes éditions : Tokyo 2021 (plus de 13 milliards d'euros), Rio 2016 (plus de 16 milliards d'euros) ou encore Londres 2012 (plus de 11 milliards d'euros). Dans tous les cas le budget final dépasse largement les prévisions avec des variations différentes. Ces dépassements seront observés de près en France.

Enfin, organisation et budget mis à part, c'est la récupération idéologique des olympiades qui peut agacer. Si la politique a toujours été au cœur de ces agapes sportives, les JO de Paris ne devraient pas déroger à la règle. Entre obsession de l'inclusion et confrontation entre les nations participantes, ce volet ne devrait pas décevoir. La Russie et la Biélorussie sont ainsi suspendues (du fait de l'invasion de l'Ukraine) et certains demandent que cela soit aussi le cas de l'Iran sous prétexte que Téhéran interdirait la pratique de certaines disciplines aux femmes. Les Etats-Unis n'avaient pourtant pas été inquiétés lors de l'invasion de l'Irak en 2003...

Olivier Frèrefacques

Délégué général de Liberté Politique

24/10/2023 01:00